

AUTRICHE

Un gouvernement de la droite extrême et de l'extrême-droite. Sa réalité. Son programme. Quelles protestations?

Exposé-débat avec Christian Zeller
Prof. à l'Université de Salzbourg (en français)

Le jeudi 22 février, à 19h30, Fleurette 2, Lausanne
(à 150 mètres du Restaurant Le Milan, direction Genève)

En Autriche, les élections nationales du 15 octobre 2017 ont révélé un nouveau glissement vers la droite sur la base d'une hégémonie durable des forces conservatrices. Les principales factions de la classe dirigeante du pays ont décidé de mettre fin au dit partenariat social et à son expression politique sous la forme de l'alliance SPÖ-ÖVP (Sozialdemokratische Partei Österreichs-Österreichische Volkspartei).

Les forces engagées dans une forme de «cogestion» de l'appareil d'Etat et de l'économie capitaliste – telles que le SPÖ et les Verts – sont fortement désorientées et incapables de réactions. Suite à une défaite électorale qui inflige un coup dur à des illusions portant sur ce type de partenariat social, elles continuent toutefois à se soumettre aux impératifs nationalistes propres aux exigences de la compétitivité économique du pays. Comme d'habitude, les dirigeants syndicaux se sont engagés à dialoguer avec un gouvernement néo-conservateur de droite dure, dirigé par Sebastian Kurz (ÖVP), structuré autour de l'ÖVP et d'une formation d'extrême-droite, le FPÖ (Parti de la liberté d'Autriche). Six postes ministériels – dont trois régaliens – sont occupés par cette dernière formation. La signification de cette coalition, la réalité sociale et organisationnelle du FPÖ doivent être éclairées, dans le contexte actuel européen. Sans même mentionner les «*liens étroits entre la Suisse et l'Autriche*», comme se plaisait, en octobre 2017, à le souligner

avec insistance l'ambassadrice d'Autriche en Suisse, Ursula Plassnik.

Face à cette situation, des mobilisations ont toutefois eu lieu. La participation du FPÖ au gouvernement – en particulier celle de membres des corporations étudiantes qui ne cachent pas leur «pan-germanisme», avec sa tonalité nazie – a scandalisé de nombreuses personnes en Autriche. La «réforme» prévue du Code de travail et l'accroissement du travail précarisé et des bas salaires suscitent des inquiétudes. La politique xénophobe fort appuyée du gouvernement est aussi un enjeu apte à mobiliser un secteur de la jeunesse. Jusqu'à présent, les syndicats n'ont pas participé à la principale manifestation contre le gouvernement.

Le développement d'un mouvement de protestation efficace dépend de la constitution d'une activité sociale plurielle et convergente. Il n'existe pas de force anticapitaliste significative en Autriche. Son émergence ne peut qu'être le résultat d'un long processus social et politique.

Voilà les thèmes dont nous pourrions débattre suite à l'introduction faite par Christian Zeller.

*Organisé par le Cercle de débats
Rosa Luxemburg, le site alencontre.org,
le Cercle La Brèche-UNIL*